NEOCOLONISATION DE L'ESPACE SAHELO- SAHARIEN ?

Ces dernières années, on enregistre un regain d'intérêt pour l'Afrique. Les puissances impérialistes occidentales semblent jeter leur dévolu sur un continent naguère considéré à la dérive mais qu'elles assimilent désormais à leur avenir. Les puissances émergentes, la Chine en tête, ne sont pas en reste qui déploient des stratégies multiples pour renforcer significativement leur présence sur le terrain. Il est important de comprendre la signification profonde de cette seconde « mêlée pour l'Afrique», de cette revalorisation stratégique.
Au-delà des discours euphoriques tenus par des investisseurs sur l'avènement d'un siècle africain, n'est-il pertinent de s'inquiéter de l'impact social et environnemental de cette chasse aux trésors qui se livre sur notre continent ? N'allons-nous pas au-devant de nouvelles catastrophes aux proportions inouïes ? N'assistons-nous pas à une recolonisation du continent ou à tout le moins à un renforcement du néocolonialisme ?
La quasi-totalité des Etats sahéliens étant des anciennes colonies françaises, il nous paraît opportun d'axer notre réflexion autour de l'impérialisme français.

La Colonisation : « Militaires, Marchands, Missionnaires » !
Les « 3M », pour rester dans l'air du temps !, constituent les piliers de la colonisation : les militaires assurent la conquête et l'asservissement de peuples, les marchands organisent le pillage des richesses en mettant en place un système d'échange inégal et les missionnaires assurent la conquête des âmes et l'inhibition de toute velléité de résistance. Le tout au nom d'une « mission civilisatrice »
Les colonies au départ sont considérées pour la fourniture des esclaves et l'extraction brute des matières premières ; toute transformation doit être faite en France, Colbert quand il définit le pacte colonial précise que les colonies ne doivent rien produire, "pas même un clou ".
A la fin du XIXe siècle, la conquête militaire européenne du sud du Sahara était pratiquement réalisée. La population de l'Afrique australe était réduite au rôle de réservoir de main-d'œuvre pour l'industrie minière et pour l'agriculture des colons blancs.
L'Afrique centrale et équatoriale était offerte aux compagnies concessionnaires et à des aventuriers qui la décimèrent à travers l'enrôlement et le travail forcé.
En Afrique occidentale, depuis l'abolition du commerce des esclaves, une économie de traite commerciale au profit de sociétés européennes évinçait les commerçants traditionnels ou les producteurs d'or locaux, et se développait sur

la base d'un échange inégal de produits à partir des comptoirs jalonnant les côtes. L'Europe s'industrialisait, et tout ce commerce était orienté en fonction de ses intérêts capitalistes.
Ce processus s'accéléra au tournant du XXe siècle, les cultures destinées à l'exportation firent leur apparition, et les grandes firmes commerciales, la CFAO, la SCOA, s'en assurèrent le monopole côté français, comme de son côté la firme anglo-hollandaise Unilever.
Face à la crise économique mondiale des années 30, la bourgeoisie française trouva dans son Empire colonial une planche de salut : un marché protégé, à l'abri du marché mondial, qui joua un rôle vital alors, par exemple comme débouché pour l'industrie cotonnière.
Et puis l'Afrique Equatoriale française, l'AEF, servit de tremplin au général De Gaulle après 1940 : en tant que partie de l'Empire français, elle lui fournit non seulement une base territoriale pour asseoir en quelque sorte sa « légitimité » face au gouvernement de Vichy, mais encore le nerf même de la guerre, car De Gaulle put offrir en gage à la Banque d'Angleterre la moitié de la production d'or de l'AEF !
Introduction des cultures de rente, monétarisation de l'économie, insertion en position subalterne, dans le système capitaliste mondial, apparition de nouvelles couches et classes sociales sont les traits caractéristiques de ce processus.

Le néocolonialisme

La décolonisation arrive dans le sillage de la seconde guerre mondiale et l'éveil des peuples du Sud. Les rapports de forces deviennent pour la première fois favorables aux peuples coloniaux (surtout avec le triomphe des révolutions chinoise, cubaine, algérienne, etc.).
Les dirigeants français à la fin des années 50 savaient bien précisément qu'ils voulaient conserver en Afrique, indépendance ou pas indépendance, les possibilités de leur exploitation, présente et future. « Sans l'Afrique, il n'y aura pas d'histoire de France au XXI è siècle » disait Mitterrand en 1958.
L'indépendance des colonies modifiait plusieurs données de la situation, même si la présence de l'impérialisme français dans les pays africains au sud Sahara n'était pas remise en cause en elle-même. Mais l'accession des colonies au rang d'États souverains ouvrait cette chasse gardée à la concurrence des autres puissances impérialistes. Les dirigeants français se devaient de gérer une situation contradictoire : il fallait bien transférer la quincaillerie de la souveraineté : les drapeaux, les hymnes, les titres, voire l'accès à l'ONU, ce qui n'était pas grave. Mais, en même temps, il fallait rechercher les moyens de faire en sorte que ces nouveaux États se contentent de ces marques extérieures d'indépendance, et qu'ils demeurent en réalité, dans la mesure du possible, des

prolongements de l'appareil d'État français.
L'impérialisme français est un impérialisme faible qui ne peut pas compter sur l'attraction de ses seuls capitaux pour maintenir sa domination. Il a besoin, sinon de la canonnière en permanence, du moins des moyens directs d'un appareil d'État.
C'est déjà vrai pour les États-Unis, qui savent assurer la domination de leurs capitaux en Amérique latine, quand il le faut, par la mainmise sur les appareils d'État. A plus forte raison, pour la France qui est confrontée aux menées de rivaux plus puissants.
«La posture politico-diplomatique de la France en Afrique de l'Ouest s'est articulée autour de trois axes majeurs : la conservation de liens privilégiés avec les pays francophones de la sous-région ; la lutte en sous-main contre l'influence du Nigeria dans la zone; le contrôle des mécanismes multilatéraux à la fois économiques et sécuritaires mis en place à la fin des années 1970.»[1]
Sur le premier axe, un dispositif est mis en place en vue de vider l'indépendance des jeunes Etats francophones de tout contenu.
Le système de la zone franc était une « parade » aux indépendances des États qui restait dans la continuation de la politique monétaire coloniale remontant à la fin du XIXe siècle. La monnaie des pays nouvellement indépendants restait dépendante de la Banque de France et de l'euro et liée par une parité fixe qui garantissait la conversion des bénéfices réalisés en Afrique à un taux stable - cette parité fixe qui vient d'être remise en cause pour la première fois aujourd'hui. De même, le système permettait à la France d'acquérir cacao, bois tropicaux, uranium, etc., sans sortie de devises.
On baptisa du nom de « coopération » tout ce qui, sur le triple plan militaire, administratif et financier, portait trop ouvertement atteinte à la souveraineté officielle des États africains : la présence tutélaire de bases, de garnisons et de conseillers militaires français ; celle de hauts fonctionnaires et d'éminences grises (blanches, en l'occurrence !) au niveau des gouvernements et des administrations-clés, le maintien d'un système éducatif « anti- chambre du fonctionnarisme et voie de désertion du milieu rural ».
Concernant les deuxième et troisième axes, après la guerre du Biafra, le leader nigérian (et panafricain) Yakubu Gowon, prend conscience de la nécessité pour l'Afrique de l'Ouest de s'unifier pour ne plus faire face à des souffrances telles que celles que le Nigeria a endurées. C'est d'ailleurs pour cette raison que la CEDEAO est créée, et combattue violemment par la France. Niagalé Bagayoko-Penone raconte: «A l'issue de la guerre civile nigériane, c'est par le biais de canaux multilatéraux que la rivalité franco-nigériane a continué de s'affirmer. La France a ainsi soutenu la création, à Bamako, en 1972, de la CEAO (Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest), exclusivement francophone, composée de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Bénin, du Burkina Faso, du Mali,

[1] Niagalé Bagayoko Pénone, janvier 2004, «Afrique: les stratégies française et américaine», éditions L'Harmattan, Paris.

de la Mauritanie et du Niger : l'objectif tacite était de parvenir à former un bloc uni contre le Nigeria ». La fin de la guerre froide ne modifie pas fondamentalement la donne en Afrique, dans l'espace sahélo-saharien en particulier.

Mondialisation et néocolonialisme

- Militarisation de l'espace

Les turbulences liées à l'activisme des groupes armés rebelles ou djihadistes ont généré une militarisation de l'espace sahélo-saharien.

L'effondrement du système soviétique, se dessine une option hégémoniste qui gagne l'ensemble de la classe dirigeante des États-Unis (ses *establishments* démocrate et républicain). Emportés par le vertige de leur puissance armée, désormais sans concurrent capable d'en tempérer les fantasmes, les États-Unis choisissent d'affirmer leur domination d'abord par le déploiement d'une stratégie strictement militaire de «contrôle de la planète».

L'évaluation de la politique étrangère des Etats-Unis révèle bien « une stratégie de politique étrangère qui se focalise tout d'abord sur la militarisation de l'Afrique ». A cet effet, depuis 2002 est lancée l'initiative pan- sahel (PSI), programme visant à équiper au moins une compagnie de 150 hommes dans chacun des états partenaires (Mali, Niger, Tchad, Mauritanie). A partir de 2005, les Etats- Unis mettent en place le « partenariat trans-Sahara pour l'anti-terrorisme »[2] ou TSCTP qui a pris le relais de l'initiative « pan Sahel » et qui inclut, outre les quatre pays suscités, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Burkina et le Sénégal. L'objectif est d'empêcher les groupes terroristes de recruter et de former des combattants et d'avoir des sanctuaires dans la région.

Mais, l'aspect le plus important de l'engagement militaire des Etats-Unis est la « tenue régulière d'exercices de grande ampleur et réunissant les forces armées américaines, africaines (partenaires du TSCTP notamment) et de certains pays de l'OTAN » appelées « Flintlocks »[3].

La gestion directe des affaires africaines à un niveau supranational européen est devenue possible avec l'adoption du Traité de Maastricht (entré en vigueur en 1993) qui a ouvert la voie à l'émergence d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et d'une politique étrangère de sécurité et de défense (PESD) qui offre notamment à l'Europe une autonomie d'action dans la gestion militaire des crises. Elle donne à l'Union européenne la possibilité d'utiliser des moyens militaires ou civils destinés à la prévention des conflits et à la gestion des crises dans le continent africain.

La stratégie définie à cet effet, plus connue sous le nom de « Stratégie Sahel » vise à aider les pays de la région à travers 4 axes stratégiques : le

---

[2] Henri Plagnol & François Loncle, Mars 2012, « Rapport d'information n° 4431, Situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne», Commission des Affaires étrangères, Assemblée Nationale, Paris.

[3] Antonin TISSERON, 2011, « Enchevêtrements géopolitiques autour de la lute contre le terrorisme », Revue Hérédote n°142, Paris.

développement, la bonne gouvernance et le règlement des conflits internes ; la politique et la diplomatie ; la sécurité et l'état de droit et ; la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation[4].

- Marchands

Cet interventionnisme n'est pas sans lien avec la volonté des grandes puissances de contrôler les ressources énergétiques que recèle cette région[5]. L'espace sahélien recèle en effet des richesses minières connues (pétrole, uranium, gaz, fer, charbon en Mauritanie, en Algérie, au Niger et au Tchad) et prometteuses (pétrole, gaz, eau, or, phosphate) dans le nord Mali à Taoudenni et dans la région de Kidal).

Ces richesses nécessitent la création de routes énergétiques terrestres susceptibles de les acheminer. Le contrôle de ces routes qui concourt à définir de nouveaux territoires crée des enjeux importants. Les Etats consommateurs cherchent à sécuriser leurs sources d'approvisionnements par l'installation de bases militaires dans des endroits stratégiques.

Situation des Etats sahélien au moment de cette seconde mêlée :

- Une croissance dépendante, totalement subordonnée aux investissements étrangers et aux cours mondiaux, portée par l'exportation de matières premières et de ressources énergétiques, mais aussi par le bradage des terres arables et du potentiel hydroélectrique du continent. En même temps, ce modèle « extractiviste » brutal, dont les profits sont très inégalement répartis, provoque aussi un accroissement exponentiel de la pollution de l'air, des sols et des eaux, aux incidences sanitaires désastreuses. Les faveurs accordées aux entreprises multinationales en Afrique qui exploitent nos ressources sous prétexte d'attirer les investissements directs étrangers (Ide) ont fait perdre à l'Afrique, en 40 ans, quelques 854 milliards de dollars.
- Une accumulation prédatrice, non seulement au profit des bourgeoisies impérialistes, mais aussi des bourgeoisies compradores africaines, que de telles opportunités d'enrichissement amènent à se disputer par tous les moyens le partage d'une rente croissante. Certaines de ses fractions n'hésitent pas à recourir à une violence destructrice, mobilisant pour cela les rivalités nationales, régionales ethniques ou religieuses, pour arriver à leurs fins[6].
- Une accentuation brutale du développement inégal, qui plonge 17 pays (Grands lacs, nord du Nigéria, RDC, Sahel, etc.) dans un état de

[4] Henri Plagnol & François Loncle, 2008, « rapport d'information n° 4431 », op. cit.
[5] « L'espace saharo-sahélien entre périls, pillages et militarisation », 27 juin 2014, L'Humanité, humanité.fr
[6] Jean Nanga, Inprecor n° 592/593 de mars-avril-mai 2013.

décomposition sociale et politique avancé. Dans ces régions peuplées de 200 millions d'habitants, 8 personnes sur 10 s'efforcent de survivre de l'agriculture de subsistance, et 5 sur 10 doivent se contenter de moins de 1,25 dollar par jour. En même temps, à l'échelle du continent, le nombre absolu de pauvres continue à croître (près de 400 millions d'Africains vivent avec moins de 1,25 dollar par jour) et donc la malnutrition, la morbidité et la mortalité.

- Une hausse massive du sous-emploi, en particulier des jeunes. Dans les 15 ans à venir, « 330 millions de jeunes Africains arriveront sur le marché du travail (…). C'est la population actuelle des États-Unis ». Le total des actifs devrait ainsi dépasser le milliard en 2040. En même temps, l'emploi formel demeure très minoritaire, en particulier parmi les jeunes, dont 60 % sont au chômage et près des trois quarts vivent avec moins de 2dollars par jour. Dans de telles conditions, la démographie africaine peut virer au cauchemar, avec des masses de jeunes analphabètes, campés dans des bidonvilles insalubres, captés par les fondamentalismes religieux, et/ou enrôlés dans les différents mouvements armés des pays en crise (enfants soldats, etc.).
- Une pression migratoire accrue, en majorité intra-africaine qui, compte tenu de la rareté des ressources disponibles, a de grandes chances de provoquer des flambées de violence à l'égard des « étrangers », comme cela a déjà été le cas, par exemple, en 2008, en Côte d'Ivoire et en Afrique du Sud, mais aussi ces derniers mois, en RCA. Elle devrait aussi se traduire par une hausse des flux de migrants vers l'Europe, les États-Unis, les pays du Golfe, etc., mais aussi des tragédies humaines liées à l'immigration clandestine (traite, naufrages, camps de détention, violences racistes, surexploitation, prostitution, etc.).
- Une incidence particulièrement dramatique du réchauffement climatique. La baisse et l'irrégularité croissante de la pluviométrie ne peuvent qu'entraîner une réduction des surfaces cultivables et une diminution des rendements agricoles (-26 % dans les régions sahéliennes d'ici 2060). L'impact de ces phénomènes provoque déjà une aggravation de la malnutrition au Niger. Selon le GIEC, 600 millions de personnes supplémentaires pourraient être exposées à la famine d'ici 2080, en grande partie en Afrique subsaharienne. Enfin, 250 millions d'Africains sont établis le long de côtes menacées par l'élévation du niveau des océans.

Une explication de la polarisation mondiale

C'est à la lumière de la crise du système capitaliste mondialisé qu'il faut appréhender les stratégies planétaires des puissances impérialistes et leurs interventions dans les pays de la périphérie, ceux de l'espace sahélo-saharien en

particulier. L'expropriation économique, la recolonisation politique et l'interventionnisme militaire sont les trois piliers de cet impérialisme[7]. La notion d'impérialisme conceptualise deux types de problèmes : d'une part, les rapports de domination en vigueur entre les capitalistes du centre et les peuples de la périphérie et d'autre part les liens qui prévalent entre les grandes puissances impérialistes à chaque étape du capitalisme.

La polarisation des revenus confirme l'importance de la théorie dans son sens premier. Lorsque la fortune de 3 multimillionnaires dépasse le Produit intérieur brut de 48 nations et lorsque toutes les quatre secondes un individu de la périphérie meurt de faim, il est difficile de cacher que l'élargissement du gouffre entre les pays avancés et les pays sous-développés obéit à des rapports d'oppression. Aujourd'hui il est incontestable que cette asymétrie n'est pas un événement "passager", qui serait corrigé par le "dégorgement" des bénéfices de la mondialisation. Les pays périphériques ne sont pas seulement les "perdants" de la mondialisation mais ils supportent une intensification des transferts des revenus qui ont historiquement freiné leur développement.

Ce drainage a provoqué la multiplication de la misère extrême dans les 49 nations les plus pauvres et des déformations majeures de l'accumulation partielle des pays dépendants semi-industrialisés. Dans ce second cas la prospérité des secteurs insérés dans la division internationale du travail est annihilée par le dépérissement des activités économiques destinées au marché intérieur.

L'analyse de l'impérialisme n'offre pas une interprétation conspirative du sous-développement ni ne disculpe les gouvernements locaux de cette situation. Elle présente simplement une explication de la polarisation de l'accumulation à l'échelle mondiale et de la réduction des possibilités de son nivellement entre des économies dissemblables.

La marge du développement accéléré qui a permis au XIXe siècle à l'Allemagne et au Japon de parvenir au statut de puissance, détenu alors par la France ou la Grande-Bretagne, n'existe plus aujourd'hui pour le Brésil, l'Inde ou la Corée. La carte du monde ainsi modelée se caractérise par une "architecture stable" du centre et une "géographie variable" du sous-développement, les seules modifications possibles étant celles du statut périphérique de chaque pays dépendant.

La théorie de l'impérialisme attribue ces asymétries au transfert systématique de la valeur créée dans la périphérie vers les capitalistes du centre. Ce transfert se

[7] Claudio Katz ,Juin 2002, « L'impérialisme du XXIè siècle », Inprecor n° 470/471.

concrétise à travers la détérioration des termes des échanges commerciaux, l'aspiration des revenus financiers et la remise des bénéfices industriels.
L'effet politique de ce drainage c'est la perte d'autonomie politique des classes dirigeantes périphériques et les interventions militaires croissantes du gendarme nord-américain.

Quelle perspective ?

L'avenir reste ouvert, même si la situation et les choix actuels ne conduisent guère à l'optimisme. La montée en puissance d'un mouvement social et citoyen, initié avec le processus des forums sociaux africains et mondiaux, sera-t-elle suffisante pour compenser l'inertie institutionnelle qui à travers diverses déclinaisons, reste marquée par la vision d'un système-monde caractérisé par des formes de domination et d'impérialisme ?
Pour le mouvement citoyen africain, et plus particulièrement dans l'espace sahélo-sahélien, une stratégie d'émancipation doit s'engager dans trois directions, autour de « trois R » :
-.Réarmement moral des citoyens afin qu'ils retrouvent l'estime et la confiance en soi et combattre le fatalisme.
- Réseautage des forces sociales et citoyennes qui remettent en cause les rapports de domination dans leurs sociétés et renforcer les liens avec toutes les résistances dans les pays du Nord.
Nous n'oublions pas qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ; c'est le fondement de la solidarité internationale ;
Renforcer les liens avec toutes les résistances dans les pays du Nord.
Nous n'oublions pas qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ; c'est le fondement de la solidarité internationale
-Remise en cause des mécanismes qui dans le système mondial reproduisent les rapports de domination et tout ce qui, à l'intérieur des sociétés, conforte la domination extérieure et s'appuie sur ces mécanismes de domination pour renforcer les inégalités, les discriminations.

Mamane Sani Adamou

Niamey le 14/11/2018